



CHAPITRE 22

Loi modifiant la Loi de police

[Sanctionnée le 2 mai 1969]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1968, c.
17, a. 1,
mod.

1. L'article 1 de la Loi de police (1968, chapitre 17) est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe *i*, après le mot « municipal », ce qui suit: « y compris le directeur ou chef ».

Id., a. 8,
mod.

2. L'article 8 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Usage
exclusif
du nom.

« Aucune personne non plus qu'aucun organisme autre que la Commission ne peut, nonobstant toute autre loi ou tout règlement municipal, être désigné sous un nom comprenant l'expression « Commission de police ». »

1968, c.
17, a. 9a,
aj.

3. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 9, le suivant:

Membres
addi-
tionnels.

« **9a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la demande de la Commission, si l'expédition de ses affaires l'exige, nommer tout membre additionnel pour le temps qu'il détermine et fixer son traitement et, s'il y a lieu, son traitement additionnel, ses honoraires ou ses allocations. »

1968, c.
17, a. 10,
remp.

4. L'article 10 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Séances
simul-
tanées.

« **10.** La Commission peut siéger simultanément en plusieurs divisions composées d'au moins deux membres désignés par le président.

CHAPTER 22

An Act to amend the Police Act

[Assented to 2nd May 1969]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Police Act (1968, chapter 17) is amended by adding after the word "force" at the end of paragraph *i*, the words "including the director or chief".

1968, c.
17, s. 1,
am.

2. Section 8 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

Id., s. 8,
am.

"Notwithstanding any other act or municipal by-law, no person or body other than the Commission shall be designated under a name which includes the expression "Police Commission".

Exclusive
use of
name.

3. The said act is amended by inserting after section 9 the following:

1968, c.
17, s. 9a,
added.

"**9a.** The Lieutenant-Governor in Council, upon the request of the Commission, if the despatch of its business so requires, may appoint any additional member for such time as he determines and fix his salary and, if need be, his additional salary, fees or allowances."

Additional
members.

4. Section 10 of the said act is replaced by the following:

1968, c.
17, s. 10,
replaced.

"**10.** The Commission may sit simultaneously in several divisions composed of at least two members appointed by the president.

Simultan-
eous
sittings.

Décision
en cas de
désaccord.

Lorsqu'il y a divergence entre les membres de la Commission dont les opinions se partagent également sur une question, celle-ci est référée au président qui la décide.

Quorum.

Le quorum de la Commission est de deux membres; sauf lorsque la Commission siège au cours d'une enquête qu'elle tient en vertu de la présente loi, ce quorum comprend le président. ».

1968, c.
17, a. 17,
mod.

5. L'article 17 de ladite loi est modifié:
(a) en ajoutant, dans la quatrième ligne du paragraphe *d*, après le mot « spéciaux », ce qui suit: « , ainsi que les formules qu'ils doivent utiliser »;

(b) en ajoutant, à la fin du paragraphe *g*, après le mot « compétence », ce qui suit: « et pour sa régie interne ».

Id., a.
23, mod.

6. L'article 23 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, les mots « deux journaux français et deux journaux anglais » par les mots « un journal français et un journal anglais ».

Id., a.
33, mod.

7. L'article 33 de ladite loi est modifié:
(a) en remplaçant les paragraphes 2° et 3° du premier alinéa par le suivant:

« 2° cinq officiers, dont chacun est désigné sous le titre de directeur général adjoint de la Sûreté, qui sont chargés de seconder le directeur général dans l'exercice de ses fonctions et de le remplacer lorsqu'il décède, ou est absent ou temporairement incapable d'agir; »;

(b) en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:
« Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine par règlement, l'ordre suivant lequel les directeurs généraux adjoints remplacent le directeur général au cas de décès, d'absence ou d'incapacité d'agir du directeur général. ».

Ordre de
remplacement.

1968, c.
17, a. 36,
mod.

8. L'article 36 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la deuxième ligne, le nombre « , 3° ».

Id., a. 38,
remp.

9. L'article 38 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Serments.

« **38.** Le directeur général prête les serments prévus à l'article 4 devant un

When there is a disagreement among the members of the commission, and their opinions are equally divided on any matter, it shall be referred to the president who shall decide it.

Decision
on dis-
agree-
ment.

Two members shall constitute a quorum of the Commission; such quorum shall include the president, except when the Commission sits during an inquiry which it holds under this act."

Quorum.

5. Section 17 of the said act is amended:
(a) by adding after the word "constables" in the fourth line of paragraph *d* the words " , and the forms which they must use";

1968, c.
17, s. 17,
am.

(b) by adding after the word "competence" at the end of paragraph *g* the words "and for its internal management".

6. Section 23 of the said act is amended by replacing the words "two French newspapers and two English newspapers" in the fourth and fifth lines by the words "one French newspaper and one English newspaper".

Id., s. 23,
am.

7. Section 33 of the said act is amended:
(a) by replacing sub-paragraphs 2 and 3 of the first paragraph by the following:

Id., s. 33,
am.

"(2) five officers, each of whom shall be called Deputy Director General of the Police Force, who shall assist the Director General in the performance of his duties and replace him when he dies or is absent or temporarily unable to act;"

(b) by adding at the end the following:
"The Lieutenant-Governor in Council shall determine by regulation the order in which the Deputy Directors General shall replace the Director General in the case of his death, absence or inability to act."

Order of
replacement.

8. Section 36 of the said act is amended by striking out the number " , 3" in the second line.

1968, c.
17, s. 36,
am.

9. Section 38 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 38,
replaced.

"**38.** The Director General shall take the oaths prescribed in section 4 before a

Oaths.

juge des sessions ou un juge de la Cour provinciale, et les directeurs généraux adjoints les prêtent devant le directeur général; les autres membres de la Sûreté les prêtent devant le directeur général ou l'un des directeurs généraux adjoints. ».

judge of the sessions or a judge of the Provincial Court, and the Deputy Directors General shall take them before the Director General; the other members of the Police Force shall take them before the Director General or one of the Deputy Directors General."

1968, c.
17, a. 43,
rempl.

10. L'article 43 de ladite loi est remplacé par le suivant :

10. Section 43 of the said act is replaced by the following:

1968, c.
17, s. 43,
replaced.

Juges de
paix.

« **43.** Le directeur général et les directeurs généraux adjoints sont d'office juges de paix pour tout le territoire du Québec. ».

"**43.** The Director General and the Deputy Directors General shall be *ex officio* justices of the peace throughout the territory of the Province of Québec."

Justices of
the peace.

1968, c.
17, a. 44,
mod.

11. L'article 44 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, les mots « au directeur général adjoint » par ce qui suit : « à l'un des directeurs généraux adjoints ».

11. Section 44 of the said act is amended by replacing the words "the Deputy Director General" in the second line of the second paragraph by the words "one of the Deputy Directors General".

1968, c.
17, s. 44,
am.

Id., a. 47,
mod.

12. L'article 47 de ladite loi est modifié en retranchant dans la quatrième ligne du paragraphe *a*, le nombre « 3^o ».

12. Section 47 of the said act is amended by striking out the number "3," in the fourth line of sub-paragraph *a*.

Id., s. 47,
am.

Id., a. 53,
mod.

13. L'article 53 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant :

13. Section 53 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

Id., s. 53,
am.

Copie à
la Com-
mission.

« Le greffier ou le secrétaire-trésorier de toute municipalité qui a adopté un règlement portant sur un sujet visé au présent article doit en transmettre copie à la Commission dans les quinze jours qui suivent son entrée en vigueur. ».

"The clerk or the secretary-treasurer of any municipality which has passed a by-law dealing with any subject contemplated in this section must send a copy thereof to the Commission within fifteen days following its coming into force."

Copy to
Commis-
sion.

1968, c.
17, a. 58,
mod.

14. L'article 58 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, les mots « et l'ordre » par ce qui suit : « , l'ordre, la santé ou la sécurité ».

14. Section 58 of the said act is amended by replacing the words "and order" in the fourth line of the second paragraph by the words ", order, health or safety".

1968, c.
17, s. 58,
am.

Id., a. 60,
mod.

15. L'article 60 de ladite loi est modifié en insérant, après le deuxième alinéa, le suivant :

15. Section 60 of the said act is amended by inserting after the second paragraph the following:

Id., s. 60,
am.

Comité
intermu-
nicipal.

« L'entente peut prévoir la formation d'un comité intermunicipal et la délégation à ce comité de la totalité ou d'une partie des pouvoirs que possèdent les municipalités à l'égard de la fusion qui fait l'objet de l'entente. ».

"The agreement may provide for the formation of an intermunicipal committee and for the delegation to such committee of all or some of the powers that the municipalities possess in respect of the amalgamation which is the object of the agreement."

Intermu-
nicipal
com-
mittee.

1968, c.
17, a. 63,
mod.

16. L'article 63 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par les suivants:

Destitution de directeur de police.

« **63.** Le conseil d'une municipalité visée à l'article 52 ne peut, nonobstant toute disposition inconciliable de toute loi générale ou spéciale, destituer le directeur ou chef de son corps de police ou réduire son traitement que par une résolution adoptée par le vote affirmatif d'au moins la majorité absolue de ses membres.

Id., policiers.

Le conseil d'une telle municipalité ne peut non plus, nonobstant toute disposition inconciliable de toute loi générale ou spéciale, destituer un autre membre de son corps de police qui n'est pas un salarié au sens du Code du travail et qui, entre le 2 mai 1969 et le 1^{er} juillet 1969, aura été au service de la municipalité depuis au moins vingt-quatre mois ou qui, à compter de cette dernière date, aura été à son service depuis au moins six mois, ni réduire son traitement, que par une résolution adoptée par le vote affirmatif d'au moins la majorité absolue de ses membres.

Signification et appel.

Une telle résolution doit être signifiée à la personne qui en fait l'objet en lui en remettant copie en mains propres; cette personne peut toutefois interjeter appel d'une telle décision à la Commission qui décide en dernier ressort après enquête.

Délai d'appel.

Cet appel doit être formé dans les quinze jours qui suivent le moment où la décision du conseil de la municipalité a été signifiée. ».

Appels continués devant Commission de police.

17. Tout appel institué avant le 2 mai 1969 en vertu de l'article 69a de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) auprès de la Commission municipale de Québec, par une personne qui est membre d'un corps de police, autre que son directeur ou chef, et qui n'est pas un salarié au sens du Code du travail, doit être continué devant la Commission de police du Québec à moins que la Commission municipale de Québec n'en ait entrepris l'instruction.

Entrée en vigueur de a. 2.

18. L'article 2 entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1970.

16. Section 63 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

1968, c.
17, s. 63,
am.

“**63.** Notwithstanding any provision of any general law or special act inconsistent herewith, the council of a municipality contemplated in section 52 may not dismiss the director or chief of its police force or reduce his salary except by a resolution adopted by the affirmative vote of at least the absolute majority of its members.

Dismissal, etc., of director or chief.

Nor may the council of any such municipality, notwithstanding any provision of any general law or special act inconsistent herewith, dismiss any other member of its police force who is not an employee within the meaning of the Labour Code and who, between the 2nd of May 1969 and the 1st of July 1969, has been in the service of the municipality for at least twenty-four months or who, from such latter date, has been in its service for at least six months, or reduce his salary, except by a resolution adopted by the affirmative vote of at least the absolute majority of its members.

Id., other members.

Such a resolution must be served upon the person concerned by handing a copy thereof to him in person; such person may, however, appeal from such a decision to the Commission which shall decide finally, after inquiry.

Service and appeal.

Such appeal must be brought within fifteen days after the time when the decision of the council has been served.”.

Delay to appeal.

17. Any appeal lodged before the 2nd of May 1969 under section 69a of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) with the Québec Municipal Commission, by a person who is a member of a police force, other than its director or chief, and who is not an employee within the meaning of the Labour Code, must be continued before the Québec Police Commission, unless the Québec Municipal Commission has begun the trial thereof.

Appeals continued before Police Commission.

18. Section 2 shall come into force on the 1st of January 1970.

Coming into force, of s. 2.

Expres-
sion subs-
tituée.

19. Le nom de toute personne ou de tout organisme qui, le 1^{er} janvier 1970, comprend l'expression « Commission de police » est alors modifié en substituant à cette expression celle de « Comité de police ».

Entrée en
vigueur.

20. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

19. The title of any person or body which, on the 1st of January 1970, includes the expression "Police Commission" shall then be changed by substituting for such expression the expression "Police Committee".

Titles
changed.

20. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.